



## **Communiqué de presse :**

### **La commission européenne poursuit son démantèlement de la PAC**

Alors que, l'agriculture connaît une crise profonde dans de nombreuses productions, en raison de la suppression de nombreux outils de gestion de marché, la commission européenne vient de décider de poursuivre ce démantèlement organisé.

En effet, lors du dernier comité de gestion, elle a décidé de supprimer pour la production laitière, les aides à l'export pour le lait écrémé en poudre et de diviser par deux celles destinées au lait entier en poudre et au beurre.

Concernant la production porcine, alors que toutes les places européennes enregistrent une dégradation des prix ces dernières semaines, elle n'a toujours pas ne serait-ce qu'évoquer la possibilité de réactiver les restitutions à l'export ou les aides au stockage privé.

Comment se fait-il que Bruxelles continue d'ignorer la situation des marchés agricoles ?

Quel est l'objectif de la commission ? Préparer la réforme de la PAC de 2013 en débutant le désengagement européen envers l'agriculture pour aller vers une renationalisation de la politique agricole ?

L'agriculture est un secteur vital pour l'Europe. Sans politique agricole européenne forte, il n'est pas possible de garantir une alimentation saine et suffisante aux 500 millions de consommateurs européens.

Sans régulation et activation des outils de gestion de marché, l'agriculture européenne ne sera pas en mesure de garantir l'autosuffisance alimentaire et les consommateurs européens se retrouveront à la merci des importations alimentaires pour se nourrir.

D'autres pays comme les Etats Unis, ont compris l'importance stratégique du secteur agricole et le soutiennent largement par des aides directes, des outils de gestion de marché.

Les restitutions sont à l'heure actuelle, le seul outil encore existant qui permet de pallier un temps soit peu la baisse dollar qui risque de détruire des pans entiers de notre économie.

Ne soyons pas plus timides que les autres pays et n'ayons pas peur d'utiliser tous les moyens nécessaires pour soutenir notre agriculture et limiter les effets de la crise financière !

La FRSEA et les JA Bretagne demandent expressément au gouvernement français d'intervenir rapidement auprès de la commission européenne afin de maintenir les outils de régulation.

**Contacts :**

Président FRSEA Bretagne : Laurent KERLIR : 06 75 86 74 63

Co président JA Bretagne : Jean Marie MINGAM : 06 26 80 46 46